ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 2423 (Rect)

présenté par

Mme D'Intorni, Mme Valentin, M. Viry, Mme Blin et Mme Frédérique Meunier

ARTICLE 5 BIS

Compléter cet article par la phrase suivante :

« Le droit bénéficié de l'aide à mourir ne peut être exercé qu'après information de l'ensemble des alternatives thérapeutiques, y compris des soins palliatifs, et après un délai de réflexion suffisant. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le recours à l'aide à mourir doit résulter d'un choix personnel, réfléchi et informé.

L'ajout d'un délai de réflexion suffisant entre la demande d'aide à mourir et sa mise en œuvre apparaît alors nécessaire afin que le patient puisse prendre totale mesure de sa situation médicale, consulter ses proches, discuter avec les équipes de soins et le cas échéant, réévaluer sa décision.

Il contribue ainsi à garantir que la décision du patient est prise de manière éclairée, sans précipitation ni influence extérieure, et en pleine connaissance de cause.